

Espaces publics / espaces privés

Intervenants :

- **Fabien PEDELABORDE, architecte**
- **Alexandre CHEMETOFF, urbaniste paysagiste**
- **Olivier BROCHET, architecte BLP**

Qu'est-ce au 21^{ème} siècle qu'un espace public ?

Fabien PEDELABORDE :

Pour un architecte, travailler aujourd'hui sur l'espace public, c'est créer les possibles. Nous créons du vide pour que les gens se rencontrent. L'espace public, c'est celui de la cité. Une place est à imaginer pour que les gens qui se retrouvaient avant s'y retrouvent demain, que d'autres découvrent le lieu et aient envie de s'y rendre, que des terrasses puissent s'y installer, que la ville l'envahisse.

Alexandre CHEMETOFF :

L'espace public, c'est aussi l'espace entre nous. Notre échange est dans l'espace public. Cela veut dire que le projet lui-même devient le lieu de discussion, contrairement à ce qui se pratique. Voyez ces villes où l'on a tout fait, PLU, concours d'architectes et chacun se demande pourquoi le quartier a fini ainsi. L'espace public n'est pas seulement l'aménagement des espaces publics, c'est utiliser le projet comme un outil de médiation et une façon de penser la transformation de la ville.

Olivier BROCHET :

Ce qu'il faut questionner par rapport à l'espace public, c'est la présence du projet du bâtiment dans la ville. C'est à dire en quoi il forme façade. Une des questions autour desquelles on tourne dans « habiter ce qui existe », c'est la notion d'épaisseur de l'espace public. Souvent on n'en traite que la surface, les architectes urbanistes s'occupent seulement de la façade.

Un des secrets du nouvel urbanisme, c'est le projet dans les lisières. C'est à dire considérer quand on cherche la mixité d'un habitat par exemple, qu'il n'est pas inexorable d'entrer chez soi par l'éternelle trilogie : la marche en avant du hall, de la cage d'escalier jusqu'au couloir noir. C'est une évidence, mais je décris le logement de promoteur à bannir, pour faire que des personnes valides puissent arriver chez eux au rez -de chaussée, au second et peut-être encore au troisième. Dans cette épaisseur-là, pratiquement celle de la ville générique bordelaise, tout serait de l'espace public.

Nous avons beaucoup parlé pendant ces trois jours de l'économie impossible du bâtiment aujourd'hui, 1 050 € du m². Et si cette question des limites de l'espace public et privé n'était plus aussi claire ? Et si le financement prenait en compte qu'un balcon collectif au deuxième niveau ou un jardin vertical comme l'immeuble bosquet d'Edouard François à Asnières

devient un espace public ? Il faut que les espaces publics grimpent en façade. Cela donne des pistes pour Bordeaux, sur la question de la hauteur. Pour l'instant nous avons comme espace public la fondation du bâtiment, et si elle avait trois niveaux ? Nous pouvons payer cette épaisseur collectivement.

L'exemple de Mériadeck sera la meilleure illustration de la reconquête du sol urbain. Cette épaisseur urbaine à conquérir, avec deux étages de parking en plein centre de Bordeaux, doit être considérée comme une épaisseur en devenir et le projet de Mériadeck sera le socle d'un espace public. Cela deviendra du commerce comme l'a dit Alain Juppé, mais aussi de la mixité, des entrées, des rampes d'accès, des jardins en creux, des patios, ou encore des bains-douches.

Espaces publics : histoires d'appropriations sociales

Intervenants :

- **Elisabeth TOUTON, adjointe chargée de l'aménagement urbain, ville de Bordeaux**
- **Fabien PEDELABORDE, architecte**
- **Jean-Michel LUCAS, maître de conférence à l'Université de Rennes 2 Haute-Bretagne, ancien directeur Drac Aquitaine**
- **Frédéric NEAU, architecte agence King Kong**
- **Olivier BROCHET, architecte BLP**

Elisabeth TOUTON :

Face à des choix à faire, des aménagements sur des quartiers, les élus ne partent pas de certitudes. L'espace public est un lieu de vie, de connexion et d'échange. Les pratiques, appropriations et façons d'aménager sont extrêmement diverses. C'est une question très complexe : comment entendre chacun et proposer à toutes les catégories de personne des espaces qu'ils investiront ? Comment permettre cette appropriation et ne rien figer ?

A Bordeaux le « miroir d'eau » est peut-être la plus belle réussite, indéniablement esthétique, mais surtout que ce soit devenu un lieu de vie, une piscine, un lieu de rencontre, d'échange et de fierté. Les Bordelais sont fiers de cet endroit, emmènent toutes les personnes extérieures le voir. C'était inattendu et inimaginable.

Fabien PEDELABORDE :

En créant son « miroir d'eau », Michel Corajoud pensait à la place de la Bourse, il n'avait peut-être pas pensé au ciel de l'autre côté, à la Garonne, à la rive droite, à Saint-Michel : c'est la ville qui se reflète dedans. C'est devenu le miroir de Bordeaux, plein de poésie. La brume est surprenante, c'est un spectacle incessant. Il relaie aussi les saisons.

Ce qu'on sait très bien faire, c'est travailler sur l'espace existant, le réinventer pour l'espace d'aujourd'hui. Quand on se met à créer la ville d'aujourd'hui, on a des difficultés avec la rue, la place d'aujourd'hui. Si on traverse la Garonne, il y a des rues terribles parfois, des jardins confisqués, la négation absolue de l'espace public. Ce ne sont pas plus des espaces privés, il y a jamais personne dans ces bandes végétales entre les immeubles.

Jean-Michel LUCAS :

Les gens ont donné du sens au « miroir d'eau », le leur, pas celui prévu. Des gens y lèvent les bras, font des gestes, tiennent manifestement un récit qui relève d'une certaine majesté. On a une extraordinaire multiplicité de sens privés dans cet espace public. Les gens ont donné sens et valeur à cet objet. C'est la définition que l'Unesco donne de l'action culturelle. Bordeaux vient d'entrer dans son patrimoine mondial.

Cela renvoie à l'idée que l'espace public n'est pas fini, ne fait que commencer. Le lieu de la politique culturelle devrait être celui-là. En France on pense que la culture veut dire « professionnel », « artiste ». Avec le « miroir d'eau », plus de professionnels, mais du sens symbolique, avec des valeurs sociétales, du vivre ensemble. Ce qui est miraculeux, c'est que ce ne sont pas des habitants, mais des personnes qui donnent du sens dans la confrontation avec les autres, sans conflits. Si j'œuvrais dans la politique, je chercherais à savoir comment s'imprégner de cette multiplicité de sens et valeurs, pour voir comment aller plus loin dans le vivre ensemble et la construction des identités culturelles.

Si nous parlons d'espace public, nous parlons d'espace de la construction du vivre ensemble. Les architectes doivent prendre du temps pour imaginer, mais il faut aussi retrouver la personne qui va donner ces valeurs. Elle fuit le débat, quelquefois elle s'organise en association, vient porter le débat, revendiquer. Les milliers de personnes qui passent devant le miroir d'eau, ils ne disent rien, ils sont silencieux. C'est pourtant eux qui donnent ces valeurs. On dit c'est inimaginable, mais ce n'est pas vrai, ce sont des personnes concrètes et pas des « gens ». Nous faisons comme s'ils ne faisaient rien, sans essayer de savoir. Il y a un enjeu politique, mais le vivre ensemble vient de ce que les personnes pensent.

Frédéric NEAU :

On peut toujours faire le pari qu'un espace public va fonctionner, mais en fait, on en sait rien, même si on se raconte des histoires pour créer des relations entre les différents espaces. Par exemple pour la place Pey-Berland à Bordeaux, on s'était dit qu'une place c'est un peu comme un salon, un endroit où s'arrêter.

Une fois que tout se passe bien, il ne faut pas jouer les modestes, c'est aussi grâce à notre culture d'architecte. Des villes où les espaces publics fonctionnent bien, ce n'est pas par hasard, c'est parce qu'il existe une vraie culture des architectes, des services techniques et des hommes politiques. Nous nous appuyons sur une histoire des places publiques, des cours et avenues pour créer notre projet de manière plus ou moins consciente.

La Ville de Bordeaux a refait nombre d'espaces publics, cela traduit une haute qualité de civilisation. Nous pouvons aussi reconquérir des lieux en dehors du centre historique, dans l'étalement urbain et les cités. Regardons ainsi les lotissements qui sont des non-lieux, une juxtaposition d'espaces privatifs. Nous pouvons aussi créer de nouveaux lieux dans la ville, à

l'intérieur d'îlots ou d'anciennes constructions. Il faut sortir des murs, aller vers des endroits qui ne sont pas prévus pour cela et les traiter sous le regard de l'espace public.

Olivier BROCHET :

Quand il faut réaliser un projet, la question que l'on se pose est la suivante : « comment je vais l'habiter moi ? » Il n'y a aucune objectivité, mais des enchaînements de subjectivités et de sensibilités.

Il ne s'agit plus de chercher dans les interstices le bon endroit pour faire un petit square. Il ne faut plus différencier espace public et habitat, mais se poser la question globale : « comment j'habite la ville ? » Je vais alors trouver la bonne place pour faire une rue habitée, placer un immeuble, le bon étage pour un logement. Ce que l'on retrouve après dessous, c'est la vie collective. Les leçons des rêves de Le Corbusier, de la mixité des années 1970, d'habiter dans les étages, on va y revenir. Ce n'est pas une question de volumétrie, mais de positionnement. Au début d'un projet, elle est corollaire. Le rêve de l'architecte, c'est que la façon d'habiter évolue au fil de la fabrication du projet, comme la manière de vivre un logement va évoluer dans le temps. L'espace public doit prendre une certaine mollesse et douceur pour être capable d'évoluer.

La valeur d'un projet aujourd'hui qui n'est pas identifiée, c'est celle ajoutée à l'espace collectif. On ne peut pas continuer à faire la ville en traçant les îlots, en établissant ce qui relève de l'espace privé et de la rue. Je propose un fonctionnement nouveau, où cette valeur d'espace partagé qui détruit la logique inexorable de la parcelle qui sectionne soit remerciée et financée en partie par la collectivité public. Cela concernerait les projets, où une part de la constructibilité ne s'adresse pas qu'à celui qui y habite, mais aussi au voisin. On verrait par exemple plus souvent des coursives extérieures que les promoteurs nous refusent majoritairement, en ignorant la ville du sud que Bordeaux Est.

Sur quelles procédures et processus fait-on la ville ? Les trémies de la place Pey-Berland : pour ou contre ?

Intervenants :

- **Stéphane PUSATERI, président de l'Association des riverains et résidents de Bordeaux.**
- **Frédéric NEAU, architecte agence King Kong**
- **François GONDRAN, architecte des Bâtiments de France (ABF)**
- **Elisabeth TOUTON, adjointe chargée de l'aménagement urbain, Ville de Bordeaux**

Stéphane PUSATERI (A l'origine d'une pétition de 600 signatures contre les trémies place Pey-Berland)

J'ai lancé le débat fin septembre 2007 en affirmant qu'on établissait deux « rampes de lancement » place Pey-Berland. Je trouve ces trémies en déphasage total avec la place. Cela coupe la perspective depuis la rue adjacente. Jusqu'en 2002, il y avait opposition sur le projet

entre l'ABF, le président de la CUB également maire de Bordeaux et l'agence King Kong lauréate du concours. Plusieurs avis défavorables avaient été émis.

Frédéric NEAU

La petite histoire racontée par Stéphane PUSATERI est inexacte. Le projet est passé avec succès devant la Commission nationale de sauvegarde du patrimoine. L'erreur a été de faire sortir un parking sur la place Pey-Berland dans les années 1980. On s'est demandé comment intégrer cette cicatrice : soit on repeignait comme si de rien n'était, soit on mettait en valeur comme on l'a fait. C'est de l'art urbain, on crée un volume éclairé la nuit qui fait une transition avec la rue. Cela donne une perspective, un point de focalisation depuis la mairie.

François GONDRAN

J'ai donné mon accord sur le projet car l'ensemble des travaux de la place avait été autorisé par le ministre de la Culture, mon employeur, et la Commission nationale de sauvegarde du patrimoine, lieu d'expertise auquel se réfèrent tous les architectes d'ABF. Certaines indications ne cadraient pas avec le projet, mais cela est très courant. C'était dû à des problèmes d'ordre réglementaire sur un secteur sauvegardé, comme par exemple les arbres qu'il fallait laisser. Nous avons donc fait appel à la hiérarchie, la Commission nationale qui a débattu et avons ensuite normalement composé.

Le travail d'architecture, comme la politique c'est en permanence venir réparer, débattre, résoudre les antagonismes. La ville est faite de ces conflits successifs. Dans le contexte du développement durable, nous faisons aujourd'hui une espèce de « service après construction » où l'on essaie d'évaluer ce qui a été construit, dans un contexte difficile pour l'architecte tout nu dans l'arène. Il a fait sa création, a donné le meilleur de lui-même. Tout n'est pas toujours parfaitement réussi, il est essentiel de pouvoir faire de l'autocritique, les architectes l'apprennent à l'école. Cependant, quand on fait un acte d'architecture, on a heureusement foi dans ce qu'on fait.

J'admets qu'il puisse exister des discussions de riverains, dans la mesure où ils ne peuvent tout comprendre des plans élaborés par les architectes. Il peut y avoir après-coup un certain nombre d'ajustements, de la même manière qu'un architecte corrige les malfaçons sur un chantier. Sur la place Pey-Berland, les gens « votent avec les pieds » en la traversant tous les jours, en s'arrêtant sur les bancs.

Elisabeth TOUTON :

Il s'agissait d'un concours, jugé par un jury compétent. Le Maire a désigné le lauréat sur avis de ce jury comme il en a la légitimité. Tout ce qui s'est passé représente une démarche classique de présentation de projet sensible, avec quelquefois des avis divergents entre ABF, maître d'œuvre et mairie. Globalement tout le monde est content, les Bordelais se sont appropriés cet espace.

Il y a eu décalage entre la pose des couvertures sur trémies et la livraison de la place. Beaucoup s'étaient habitués à un espace libre et avaient occulté le fait qu'étaient prévues ces couvertures. Des présentations publiques du projet global ont eu lieu en présence des architectes, sans aucune polémique. Nous verrons plus tard si les trémies doivent évoluer.

III Conclusion d'Agora 2008

Nicolas Michelin, architecte urbaniste Agence ANMA, commissaire d'exposition

Je pense qu'il s'est passé quelque chose extraordinaire à Bordeaux pendant Agora qui pourrait se passer ailleurs. On fait une exposition sur la ville, on dit aux gens d'ouvrir les fenêtres, de regarder le contexte, qu'on peut faire des économies d'énergie facilement. On avance que quantité de possibilités s'ouvrent devant nous pour faire la ville et vivre autrement. Ils veulent que l'on fasse cela maintenant, et qu'on n'attende pas 2018. Ceux qui ont lu le plus attentivement les panneaux de l'exposition ne sont pas des architectes, mais des citoyens qui veulent comprendre pourquoi on peut vivre mal, mais de temps en temps vivre mieux. C'est possible, mais on nous confisque cela parce que nous sommes dans un monde technocratique et d'assurance, un monde de profits. C'est très grave parce qu'aujourd'hui des gens demandent des logements. Ils sont venus à Agora et ils ont raison, parce que la ville se fait tous ensemble, architectes, ingénieurs, urbanistes et maires.

Il faut que les hommes politiques se rendent compte que la ville, c'est urgent à faire, car nous manquons de logements. Et nous les architectes, nous savons les faire. Je pense que c'est le moment dans ce monde après pétrole qui commence et qui va être très dur. Je n'avais pas envie de faire un discours politique, mais citoyen, en disant que la ville de demain c'est celle que l'on fera et pas celle qu'on va subir.